

Dépasser le capitalisme, comme condition d'une survie heureuse

INTERVIEW • *Ancien président du Cartel de la fonction publique, Michel Ducommun développe dans un ouvrage qui vient de paraître une vision écosocialiste.*

PHILIPPE BACH

Michel Ducommun est connu pour son engagement syndical et politique. Par exemple comme ancien président du Cartel de la fonction publique ou encore, cet automne, comme tête de liste pour Solidarités lors des élections nationales. On le connaissait moins dans le domaine de l'écosocialisme. Et pourtant il vient de publier un ouvrage sur ce thème¹. Interview.

Pourquoi ce livre? La dimension écologiste de la crise capitaliste relève-t-elle d'un intérêt ancien ou d'une découverte plus récente?

Michel Ducommun: Pour moi, c'est une découverte récente. Je peux même la dater de janvier 2010. J'ai relu le rapport du Club de Rome «Halte à la croissance». Et j'ai été frappé, quarante ans après sa publication, à quel point ce texte était d'actualité et combien ses prévisions se vérifiaient.

Vous restez prudent par rapport au discours sur la décroissance.

Je m'inscris surtout en faux contre l'approche qui propose comme remède à la crise capitaliste une solution individuelle impliquant un changement

de comportement chacun à son échelle. La crise du système économique qui nous frappe demande une réponse sociale et collective. Le problème du discours décroissant, c'est qu'à la limite il est possible de vivre de manière frugale dans un monde capitaliste. Ce qui n'est pas satisfaisant. La crise écologique est profonde. Et le risque d'un «éco-suicide» par trop de pollution est réel.

Mais vous récusiez la notion de croissance.

La croissance est co-substantielle du capitalisme. Sans elle, le système dépérit. J'ai pu croire dans le passé à l'investissement éthique. Par exemple en tant que président de la CIA [la caisse de pension de l'Etat de Genève]. Mais aujourd'hui, force est de constater que cela ne marche pas.

Vous revenez aussi sur la notion de développement durable.

La notion même de développement durable est un oxymore, elle porte sa contradiction dans son nom. Aujourd'hui, tout le monde fait de l'écologie, y compris Areva (l'entreprise en charge du nucléaire français) et le Medef (le lobby patronal hexagonal). On constate que les objectifs que la commu-

nauté internationale s'était fixés à Rio en 1992 n'ont pas été atteints, au contraire, on s'en éloigne. Les inégalités sociales augmentent et la production engloutit davantage d'entrants.

Il serait techniquement possible de nourrir tout le monde, or 30 000 personnes meurent chaque jour de faim. C'est donc bien que le système est vicié. Rien qu'en réaffectant les sources identifiées de gaspillage notoire du système, on pourrait faire passer le revenu des personnes qui vivent avec 1 dollar par jours, soit 365 dollars par an, à 1200 dollars par an.

On n'échappera pas au retour de la question sociale, selon vous.

Si on veut rompre avec la fatalité du capitalisme, cela passe forcément par le socialisme. Cela suppose une socialisation des moyens de production, une réduction de temps de travail et le passage d'une société de manque à une société de suffisance. Le tout dans un cadre politique démocratique permettant de fixer des priorités. I

¹ Michel Ducommun, *Rompre avec le Capitalisme: Utopie ou Nécessité?*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2011, 126 pages.